



Numéro spécial

**L'eau dans les pays en développement.
Retour d'expériences de gestion intégrée et participative avec les acteurs locaux.**

**Water in developing countries.
Feedback of experiences of integrated and participative management with local actors.**

Francis ROSILLON*

**Présentation d'un ouvrage paru aux éditions Johanet (Paris)
Presentation of a book appeared to the published by Johanet Editions (Paris)**

Abstract : This book is a testimony left after more than 20 years of search dedicated to the Integrated Water Resources Management (IWRM) in Europe and in developing countries. Having contributed to the analysis of new modes of management of water in Belgium, experiences of integrated and participative management were introduced in different countries of the South. The objective was to check the universal character of this type of approach based on the participation of the local actors. The reader is taken in a small world tour, from Belgium, to 7 other different countries (Burkina Faso, RDCongo, Bolivia, Algeria, Morocco, Haïti, Cameroon), every stage corresponding to one of the chapters of the book. These eight meetings describe the same conditions of participation, solidarity, integration, and show, at the same time, the pragmatic and operational character of the approach. These IWRM experiences put the man back at the heart of the development process.

Keywords: developing countries, water, integration, participation, local actors

Résumé : Cet ouvrage constitue un témoignage laissé après plus de 20 années de recherche consacrées à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Europe et dans les pays en développement. Après avoir contribué à l'analyse de nouveaux modes de gestion de l'eau en Belgique, des expériences de gestion intégrée et participative ont été initiées dans divers pays du Sud. L'objectif était de vérifier le caractère universel de ce type de démarche basée sur la participation des acteurs locaux de l'eau. Le lecteur est emmené dans un petit tour du monde, au départ de la Belgique, pour se rendre dans 7 autres pays différents (Burkina Faso, RDCongo, Bolivie, Algérie, Maroc, Haïti, Cameroun), chaque étape correspondant à un des chapitres du livre. Dans ces huit rencontres, au fil de l'eau, on retrouve les mêmes conditions de participation, de solidarité, d'intégration, tout en veillant au caractère pragmatique et opérationnel de la démarche. Ces expériences de GIRE replacent l'homme au cœur du processus de développement.

Mots-clés : pays en développement, eau, intégration, participation, acteurs locaux

EXPERIENCES DECRITES DANS L'OUVRAGE

Après avoir joué un rôle important dans la mise en œuvre des premières expériences de contrat de rivière en Belgique, le Département Environnement de l'Université de Liège (ULiège) s'est donc engagé à adapter cette démarche intégrée et participative aux réalités des pays du Sud. Mais au-delà de l'approche stricte « contrat de rivière », le Département a pu développer une expertise internationalement reconnue en matière d'encadrement et de suivi scientifique de projets GIRE dans une dizaine de pays en développement (PED). Le témoignage porte sur la période 1995 – 2015, en mettant particulièrement en exergue la dimension sociale de la GIRE.

Mais avant de prendre la direction du Sud, rappelons d'abord qu'en Belgique, la réappropriation sociale des cours d'eau, à travers les contrats de rivière, illustre bien le souci de la société d'une vie harmonieuse et équilibrée en lien avec la nature et l'environnement. L'eau participe à cet équilibre psychique d'où l'importance de passer d'une gestion de la ressource à la gestion des écosystèmes et à la restauration des milieux aquatiques, thématiques prises en compte dans les actions prioritaires des contrats de rivière en Belgique et en France.

Université de Liège – Campus Environnement
Avenue de Longwy 185
B - 6700 ARLON (Belgique)
f.rosillon@uliege.be

Initié à partir du contrat de rivière Semois, l'expérience d'un premier contrat de rivière burkinabé a montré les apports et les difficultés de ce genre de démarche confrontée aux réalités d'un PED où l'accès à l'eau constitue un levier de développement au sein des communautés villageoises et améliore les conditions des femmes (figure 1).



Figure 1. Le puits, lieu de rencontre des femmes africaines, espace de cohésion sociale.

En République Démocratique du Congo, le contrat de rivière Lukaya s'est trouvé essentiellement confronté à un problème de gouvernance. L'approche bassin versant a permis un rapprochement des acteurs au sein d'un espace de solidarité soumis aux pressions de la périurbanisation de Kinshasa face aux besoins des populations rurales du bassin. Nous connaissons une situation semblable en Bolivie, un des premiers pays au monde à avoir inscrit le droit à l'eau dans sa constitution, mais également confronté au partage des ressources entre les besoins d'une société urbaine et les populations rurales des bassins versants. Ces préoccupations seront prises en compte dans le contrat de rivière du BV Tolomosa, appelé « Acuerdo social ».

Un détour par le Maghreb nous plongera entre modernité et tradition, dans un pays influencé par les technologies occidentales, plus accessibles qu'en Afrique subsaharienne, et bénéficiant du savoir-faire des civilisations anciennes, qui ont su développer des pratiques de GIRE avant l'heure à travers notamment le système oasien. L'oasis de Figuig au Maroc oriental, s'est révélé riche en enseignements.

En Algérie, à travers le plan GIRE Algérois 02A, nous verrons que la gestion de l'eau constitue un enjeu national, avec des ressources sous pression, face notamment, au problème de salinité et aux besoins d'un développement urbain, satisfaits en partie par l'eau de l'aquifère de la plaine de la Mitidja, historiquement affectée à la production agricole. Mais dans cet Etat fort, aux moyens conséquents, le poids des institutions freine la participation des usagers et le plan GIRE algérois a finalement consisté en un apprentissage d'une gestion participative.

Parmi ces expériences, c'est sans doute l'expérience haïtienne qui illustre le mieux le rôle social de l'eau. Dans ce pays insulaire de la Caraïbe, confronté à la détresse humaine et environnementale nous misons sur le fait que l'eau peut constituer un levier de développement, sachant que la santé humaine est dépendante de la bonne santé des écosystèmes (figure 2).

Enfin, notre périple se terminera au Cameroun en examinant la gestion de l'eau dans la ville de Yaoundé, plus particulièrement au bord de l'Abiergué. Dans un bassin versant faisant face au risque de bidonvilisation et au défi de répondre aux besoins de la population, nous nous tournons à nouveau vers la GIRE pour améliorer les problèmes liés aux lacunes en matière de bonne gouvernance.

A travers ces expériences de GIRE, au niveau local, sont aussi abordés enjeux et problématiques qui mobilisent la communauté internationale. Mais plutôt qu'un examen théorique et conceptuel, c'est le vécu sur le terrain qui apporte un éclairage nouveau. Aussi, grâce aux témoignages d'acteurs locaux de l'eau, sont revisités diverses thématiques qui font l'actualité de l'eau : l'accès à l'eau en milieu rural (Burkina Faso), l'eau et la périurbanisation (RDC, Cameroun), l'utilisation des eaux non conventionnelles (Algérie), l'eau dans le Sahel, les

périmètres irrigués (Burkina Faso), l'intrusion saline (Algérie), le système oasien, un héritage historique patrimonial (Maroc), eau, santé et développement durable (Haïti), les citoyens de l'eau (Bolivie), les services écosystémiques dans le domaine de l'eau (RDC).

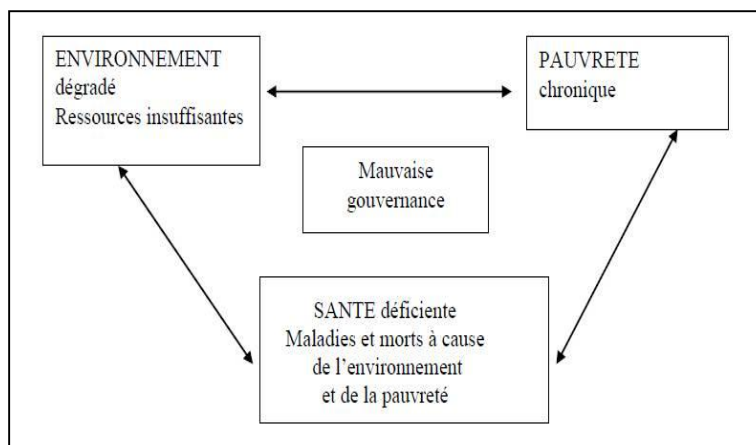


Figure 2. Le cycle infernal de la détresse humaine et environnementale (ROSILLON, 2016)

CONCLUSION

Au terme de ce retour d'expériences de pratiques de GIRE dans les PED, nous remarquons que la diversité des situations demande des procédures adaptées aux réalités environnementales et socio-culturelles des pays concernés. Mais dans tous les cas relatés, on retrouve les mêmes conditions de participation, de solidarité, d'intégration, tout en veillant au caractère pragmatique et opérationnel de la démarche. Oui, la GIRE a bien un caractère universel mais le copier-coller doit être évité.

Cet ouvrage montre également que la GIRE doit être suivie d'effets sur le terrain, le caractère opérationnel est important pour assurer sa crédibilité. Mais, l'application de la GIRE au niveau local ne doit pas occulter le fait que celle-ci réclame un cadre légal et institutionnel adapté, où les services de l'Etat assurent leur responsabilité en accompagnant les usagers locaux. En retour, l'action locale pourra aussi constituer le terreau propice à la reformulation des politiques nationales de l'eau.

Là où des hommes et des femmes souhaitent se mettre autour d'une table ou se rassembler sous l'arbre à palabres pour construire ensemble des ponts, à travers une relation de confiance mutuelle, pour confronter leurs préoccupations et chercher de manière consensuelle les mesures à prendre et les actions à mettre en place pour améliorer la situation, l'eau partagée devient objet de solidarité. Cet objectif sera plus facilement atteint au sein de communautés locales, proches du terrain et des problématiques vécues au quotidien. Quel que soit l'endroit de cette planète, tant au Nord qu'au Sud, là où l'eau est abondante ou au contraire limitée, ces expériences de GIRE replacent l'homme au cœur du processus de développement.

BIBLIOGRAPHIE

Rosillon F., 2016. L'eau dans les pays en développement, retour d'expériences de gestion intégrée et participative avec les acteurs locaux. Editions Johanet, Paris. 415 p.

